

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1147
17 juin 1969
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE
POUR LA PERIODE ALLANT DU 20 JUIN 1968 AU ____ JUIN 1969

Document de travail préparé par le Secrétariat

PREMIERE PARTIE

ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DU CONSEIL

A. Composition

1. La composition du Conseil, le 1er janvier 1969, était la suivante :

Etats membres chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Australie

Etats-Unis d'Amérique

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Etats membres désignés nommément à l'Article 23 de la Charte et non chargés de l'administration de territoires sous tutelle

Chine

France

Union des Républiques socialistes soviétiques

Le 31 décembre 1968, le Libéria, dont le mandat de trois ans était venu à expiration, a cessé de siéger au Conseil de sécurité. Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à sa 1641ème séance plénière, le 19 décembre 1967, le

Conseil a été composé par la suite d'Etats membres chargés de l'administration de territoires sous tutelle et d'Etats membres désignés nommément à l'Article 23 de la Charte et non chargés de l'administration de territoires sous tutelle.

B. Bureau

2. M. Paul H. Gaschignard (France) et M. Patrick Shaw (Australie) ont été élus respectivement Président et Vice-Président au début de la trente-sixième session le 29 mai 1969.

C. Sessions et séances

3. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil a tenu les séances ci-après : trente-sixième session (1342ème à _____ séance), du 29 mai au ____ juin 1969.

4. Toutes les séances ont eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

D. Procédure

5. Le Conseil n'a apporté aucune modification à sa procédure pendant la période considérée.

E. Relations avec le Conseil de sécurité

6. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution 70 (1949) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 415ème séance le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a continué à exercer les fonctions qui, au titre du régime de tutelle, incombent à l'Organisation des Nations Unies en matière politique, économique et sociale et en matière d'enseignement dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et il a présenté un rapport sur la question au Conseil de sécurité^{1/}.

^{1/} Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-quatrième année, Supplément spécial No 1 (S/_____).

F. Relations avec les institutions spécialisées

7. Les représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont participé aux travaux du Conseil pour les questions qui les intéressaient.

8. L'UNESCO a présenté par écrit au Conseil ses observations sur le rapport annuel de l'Autorité administrante sur le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (T/1699). A la 1350ème séance du Conseil, le 10 juin, le représentant de l'UNESCO a fait une déclaration au sujet de la situation de l'enseignement dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

9. Aux 1348ème et 1351ème séances du Conseil, tenues les 9 et 11 juin respectivement, le représentant de l'OMS a fait une déclaration et a répondu à des questions concernant la situation de l'hygiène dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

CHAPITRE II

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS

10. Le Conseil était saisi des rapports annuels des autorités administrantes sur les Territoires sous tutelle ci-après :

Territoires sous tutelle	Autorité adminis- trante	Années sur lesquelles portent les rapports	Dates auxquelles les rapports ont été reçus par le Secrétaire général	Note du Secré- taire général transmettant les rapports
Nouvelle-Guinée	Australie	Année terminée le 30 juin 1968	9 avril 1969	T/1692 et Add.1
Territoire sous tutelle des Iles du Paci- fique	Etats-Unis d'Amérique	Année terminée le 30 juin 1968	21 mai 1969	T/1694

11. Le tableau ci-dessous donne des indications complémentaires sur l'examen des rapports annuels :

Territoires sous tutelle	Nom du représentant spécial	Séances au cours desquelles le rapport annuel a été examiné
Nouvelle-Guinée	M. Desmond James Clancy M. Mathias Toliman (conseiller) M. Toua Kapena (conseiller)	1343ème, 1344ème à 1346ème, 1348ème à 1351ème

12. A sa 1348ème séance tenue le 9 juin, le Conseil a chargé un comité de rédaction composé de la Chine et des Etats-Unis d'Amérique de proposer, sur la base des discussions qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et recommandations sur la situation en Nouvelle-Guinée et de faire des recommandations concernant le chapitre relatif à la situation dans ce Territoire devant figurer dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale.

13. Le Conseil a examiné le rapport du Comité de rédaction (T/L.1145) à sa 1353ème séance, le 17 juin. Le Conseil a adopté le rapport à la même séance.

...

14. Prenant la parole pour expliquer son vote, le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation s'était abstenue, comme elle avait coutume de le faire, lors du vote, parce qu'il ne lui appartenait pas d'adresser des recommandations au gouvernement qu'elle représentait.

15. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le projet ne donnait pas un aperçu fidèle de la situation dans le Territoire et qu'il surestimait les efforts déployés par l'Autorité administrante en vue de créer les conditions nécessaires pour préparer la population autochtone de la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance. La délégation soviétique avait signalé l'insuffisance des efforts déployés par l'administration australienne dans le Territoire et avait mis en relief le rôle négatif que les activités militaires de l'Australie dans le Territoire jouaient dans la détermination du statut futur du peuple néo-guinéen. Toutefois, il n'avait pas été tenu compte de cette analyse dans le projet de recommandations et de conclusions établi par le comité de rédaction. La délégation soviétique était particulièrement alarmée de constater qu'il n'était nullement question dans le projet d'exiger de l'Australie qu'elle applique immédiatement l'Article 76 de la Charte au Papua et à la Nouvelle-Guinée, comme le prévoyait la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le représentant de l'Union soviétique tenait également à préciser que sa délégation désapprouvait entièrement l'allusion, dans le projet de recommandations et de conclusions, à la résolution 1541 (XV) adoptée par l'Assemblée générale le 15 décembre 1960, vu que celle-ci n'était applicable en rien au Territoire de Nouvelle-Guinée. Dans ces conditions, la délégation soviétique avait voté contre le projet de rapport.

CHAPITRE III

EXAMEN DES PETITIONS

A. Examen des pétitions

16. A sa trente-sixième session, le Conseil a examiné et étudié : a) une communication distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur; b) une pétition distribuée conformément au paragraphe 1 de l'article 85. On trouvera ci-après des précisions sur la communication et la pétition que le Conseil a examinées et étudiées et sur la suite qu'il leur a donnée. Ce qui a trait à l'examen et à l'étude des communications et des pétitions relatives au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique figure dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

B. Pétitions concernant la Nouvelle-Guinée

17. Dans une lettre adressée à la Présidente du Conseil de tutelle, le 29 juillet 1968, Mlle Koheda Kari et treize autres élèves du Centre de formation d'Ahioma au Papua (T/COM.8/L.4) se sont référées à ce qu'auraient déclaré les membres de la Mission de visite des Nations Unies qui s'est rendue en 1968 dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, à savoir qu'ils étaient déçus que les femmes du Territoire ne se soient pas fait entendre davantage lors du séjour de la Mission. Après avoir exposé comment elles s'expliquaient la situation, les auteurs de la lettre ont indiqué que les femmes seraient davantage disposées à exprimer leurs vues si elles pouvaient se réunir séparément avec les membres d'une mission de l'ONU sans que les hommes assistent aux entretiens et s'adresser à un représentant de l'ONU qui soit une femme.

18. Le Conseil a examiné cette communication à sa 1348ème séance tenue le 9 juin. Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré que l'Autorité administrante serait favorable à ce que la prochaine mission de visite dans le Territoire sous tutelle envisage de tenir des consultations particulières avec des femmes ou des groupes de femmes, mais que c'était à la mission même qu'il appartiendrait de prendre ce genre de décision. Lors de la même séance, le Conseil a décidé de prendre acte de la communication.

19. La pétition dont le Conseil était saisi (T/PET.8/25), consistait en un télégramme émanant de Mme Klara Brown de Madang. Dans cette pétition, l'intéressée déclarait que son mari et elle-même étaient brimés par les tribunaux et ne pouvaient obtenir la protection des autorités australiennes; elle demandait qu'on leur vienne en aide.

20. Dans les observations qu'elle a formulées au sujet de cette pétition (T/OBS.8/16), l'Autorité administrante a déclaré qu'elle n'avait pu trouver aucun renseignement concernant la plainte de la pétitionnaire et que sans en savoir davantage à ce sujet, elle n'était pas en mesure de déterminer quelle protection serait, le cas échéant, nécessaire. Elle a ajouté que les tribunaux du Territoire étaient ouverts à tout moment à toute personne recherchant le redressement d'un tort et qu'ils jugeaient sans crainte ni favoritisme.

21. Lors de la même séance, le Conseil a décidé de prendre acte des observations formulées par l'Autorité administrante au sujet de cette pétition et d'appeler l'attention de la pétitionnaire sur ces observations.

C. Pétitions concernant les territoires sous tutelle en général

22. /À compléter ultérieurement/

/...

CHAPITRE IV

VISITES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (1970)

23. A la _____ séance, tenue le _____, le Conseil a décidé d'envoyer en 1970 une mission de visite dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et d'inviter les Gouvernements de _____, _____, _____ et _____ à présenter des candidats en vue de leur participation à cette mission.

24. Lors de la même séance, le _____, le Conseil a adopté la résolution _____ dans laquelle il a énoncé le mandat de la Mission de visite. Dans cette résolution le Conseil a chargé la Mission : 1) d'enquêter et de faire rapport aussi complètement que possible sur les mesures prises dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour atteindre les objectifs énoncés à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies et d'accorder une attention particulière à la question de l'avenir du Territoire, en tenant compte des articles pertinents de la Charte et de l'Accord de tutelle, et en prenant en considération les dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale, notamment des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale, en date des 14 et 15 décembre 1960; 2) d'étudier, en s'inspirant le cas échéant des débats du Conseil de tutelle et des résolutions qu'il a adoptées, les questions soulevées à propos des rapports annuels sur l'administration du Territoire, dans les pétitions reçues par le Conseil au sujet dudit Territoire, dans les rapports des missions de visite périodiques qui se sont rendues précédemment dans ce Territoire et dans les observations faites au sujet de ces rapports par l'Autorité administrante; 3) de recevoir des pétitions, étant entendu qu'elle le ferait conformément au règlement intérieur du Conseil, et d'enquêter sur place au sujet de celles des pétitions reçues qui appellent, à son avis, une enquête spéciale. Enfin, le Conseil a prié la Mission d'adresser au Conseil, aussitôt que faire se pourrait, un rapport sur sa visite dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, dans lequel elle consignerait ses constatations, ainsi que les observations, conclusions et recommandations qu'elle jugerait bon de présenter.

/...

CHAPITRE V

ACCESSION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE ET SITUATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE EN CE QUI CONCERNE L'APPLI- CATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

A. Généralités

25. A sa 1353ème séance le 17 juin, le Conseil de tutelle a examiné la question de l'accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. En examinant la situation dans les Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et des Iles du Pacifique, au cours de la trente-sixième session, les membres du Conseil ont accordé une attention spéciale aux mesures prises pour transférer tous les pouvoirs aux peuples de ces territoires, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, afin de leur permettre de jouir de l'autonomie ou de l'indépendance complète dans les délais les plus courts possibles. Les observations individuelles des membres du Conseil, ainsi que les conclusions et recommandations pertinentes du Conseil, figurent dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et dans le chapitre consacré à la Nouvelle-Guinée, dans la deuxième partie du présent rapport.

26. A la 1353ème séance, le 17 juin 1969, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il ressortait d'une étude de la situation dans les Territoires sous tutelle et des documents soumis par les pétitionnaires que les Etats-Unis et l'Australie, autorités administrantes, continuaient à ne tenir aucun compte des obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et de maintes autres décisions de l'Assemblée générale concernant les mesures propres à favoriser l'évolution des populations de la Nouvelle-Guinée et des Iles du Pacifique vers l'autonomie et l'indépendance. L'exemple le plus frappant de la méconnaissance par les autorités administrantes des résolutions susmentionnées était leur refus persistant de fixer même une date approximative pour l'indépendance des peuples de ces territoires. De l'avis de la délégation soviétique,

/...

le rapport du Conseil de tutelle devrait indiquer que les autorités administrantes n'avaient pas encore créé les conditions nécessaires à l'application, dans les territoires dont elles avaient la charge, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions mentionnées au point 7 de l'ordre du jour.

27. Le représentant de l'Australie a précisé que lors des débats que le Conseil avait consacrés à la Nouvelle-Guinée, la délégation australienne avait eu pour souci de montrer ce qui avait été fait, ce qui avait été tenté et ce qui avait été réalisé dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée au cours de l'année considérée en vue de préparer les habitants à exercer leur droit à l'autodétermination. Les rapports complets que la délégation australienne avait présentés faisaient clairement ressortir tous ces faits. En outre, il ne faisait aucun doute que l'Australie respectait les obligations qu'elle avait assumées en vertu de la Charte. Quant aux diverses résolutions de l'Assemblée générale énumérées dans le point à l'étude, le Gouvernement australien accordait toujours la plus grande attention aux décisions de l'Assemblée générale et étudiait très attentivement toutes les recommandations qu'elle formulait. Lors de sessions antérieures, la délégation australienne avait eu l'occasion de faire des observations sur plusieurs des résolutions énumérées et lors de la session en cours, le représentant de l'Australie et l'un des conseillers spéciaux qui était membre ministériel de la Chambre d'assemblée, avait présenté des commentaires en particulier au sujet de la résolution 2465 (XXIII). Les documents officiels et le rapport que le Conseil avait adopté à la présente session au sujet de la Nouvelle-Guinée exposaient clairement ce que le Gouvernement australien avait fait.

28. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exposé brièvement la position des Etats-Unis en ce qui concerne l'applicabilité de la résolution 1514 (XV) au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Le Gouvernement des Etats-Unis estimait que les dispositions essentielles de la résolution 1514 (XV) s'appliquaient à ce Territoire sous tutelle. Les Etats-Unis appuyaient énergiquement le deuxième paragraphe de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) qui était ainsi conçu : "Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en

vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel". Les Etats-Unis avaient pris immédiatement des mesures suivies pour encourager l'évolution politique du territoire vers une plus grande autonomie afin de donner au peuple du territoire le libre choix de son avenir politique. Par conséquent, les Etats-Unis estimaient que leur politique à l'égard du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifiques était tout à fait conforme aux recommandations formulées dans la résolution 1514 (XV). Toutefois, certains termes de cette résolution ne convenaient pas à la situation qui régnait dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, notamment la "sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères" dont il était question au paragraphe 1 de la Déclaration. Les Etats-Unis s'acquittaient et continueraient à s'acquitter de toutes les obligations qu'ils avaient assumées en vertu de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies.

29. A l'issue du débat, le Conseil a décidé d'appeler l'attention des membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur les conclusions et les recommandations qu'il avait adoptées au sujet de ces deux Territoires sous tutelle ainsi que sur les diverses observations faites par les membres du Conseil de tutelle sur cette question.

B. Coopération avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

30. Dans sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, portant création d'un comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale a demandé au Conseil de tutelle d'aider le Comité spécial dans sa tâche. Conformément à cette demande et comme suite à une décision prise par le Conseil à sa 1353ème séance, la Présidente a adressé une lettre au Président du Comité spécial pour lui faire savoir que le Conseil, à sa trente-sixième session, avait étudié la situation dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique et de la Nouvelle-Guinée et que les conclusions et recommandations du Conseil,

ainsi que les observations des membres du Conseil ne représentant que leurs propres opinions, figuraient dans le rapport au Conseil de sécurité relatif au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et dans le rapport à l'Assemblée générale sur la Nouvelle-Guinée. La Présidente s'est également déclarée disposée à examiner avec le Président du Comité spécial l'aide dont le Comité spécial pourrait encore avoir besoin de la part du Conseil de tutelle.

C. Résolution de l'Assemblée générale relative à la question du Papua
et du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée

31. Dans sa résolution 2427 (XXIII) du 18 décembre 1968 relative au Papua et au Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, l'Assemblée générale a notamment regretté le fait que la Puissance administrante n'avait pas encore pleinement appliqué les dispositions de la résolution 1514 (XV) et d'autres résolutions pertinentes concernant le Papua et le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée; elle a demandé à la Puissance administrante d'appliquer pleinement la résolution 1514 (XV) et, à cette fin, de prendre en particulier les mesures suivantes :

a) fixation d'une date rapprochée pour l'autodétermination et l'indépendance, conformément aux vœux librement exprimés du peuple des territoires; b) organisation d'élections libres sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies et sur la base du suffrage universel des adultes en vue de transférer le pouvoir effectif aux représentants de la population des territoires. L'Assemblée a également prié la Puissance administrante de soumettre au Conseil de tutelle ainsi qu'au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux un rapport sur les mesures qu'elle aurait prises à cet égard.

32. Le Conseil a examiné cette résolution en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante portant sur la période considérée (T/1692 et Add.1).

A sa 1353^{ème} séance, le Conseil a décidé d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les décisions qu'il avait prises à ce sujet et sur les observations qui avaient été formulées au cours du débat. Les conclusions et les recommandations adoptées par le Conseil de tutelle à sa trente-sixième session au sujet de la Nouvelle-Guinée figurent dans la deuxième partie du présent rapport.

CHAPITRE VI

AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE TUTELLE

A. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires sous tutelle

33. Le programme de bourses des Nations Unies pour les habitants des territoires sous tutelle a été institué par la résolution 557 (VI) de l'Assemblée générale en date du 18 janvier 1952. Selon la procédure de gestion de ce programme qui a été approuvée par le Conseil de tutelle, le Secrétaire général est invité à présenter au Conseil de tutelle, une fois par an au moins, un rapport donnant tous les renseignements voulus sur l'exécution du programme.

34. Le rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil de tutelle à sa trente-sixième session (T/1696) était le dix-huitième de ce genre et portait sur la période allant du 1er juin 1968 au 31 mai 1969. Le rapport contenait des renseignements sur la façon dont les bourses et les moyens de formation offerts par dix Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient été utilisés. D'après les renseignements communiqués au Secrétaire général, aucune demande concernant les bourses offertes par ces Etats Membres n'avait été présentée pendant la période considérée par des habitants des deux derniers Territoires sous tutelle.

35. A sa 1347ème séance, le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général sur le programme de bourses pour les habitants des territoires sous tutelle (T/1696). A cette même séance, le Conseil a décidé de prendre acte du rapport du Secrétaire général.

B. Diffusion, dans les territoires sous tutelle, de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle

36. Conformément aux dispositions de la résolution 36 (III) du Conseil de tutelle, en date du 8 juillet 1948, et de la résolution 754 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 9 septembre 1953, le Conseil était saisi à sa trente-sixième session du rapport annuel du Secrétaire général (T/1695) sur les dispositions prises en coopération avec les Autorités administrantes, en vue de diffuser dans les territoires sous tutelle des documents officiels des Nations Unies et des

/...

renseignements sur les buts et les activités de l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle.

37. Ce rapport, qui portait sur la période allant du 1er juin 1968 au 31 mai 1969, indiquait le nombre total des diverses publications, les films et les programmes radiophoniques sur les questions dont s'occupent les Nations Unies, les messages enregistrés à l'occasion de la Journée des Nations Unies et de la Journée des droits de l'homme par le Président de l'Assemblée générale et par le Secrétaire général et le message enregistré par le Président du Conseil de tutelle à l'occasion de la Journée des Nations Unies ainsi que des films nouveaux.

38. On s'est particulièrement employé à diffuser dans les territoires sous tutelle des publications et des communiqués de presse relatifs aux travaux de l'Assemblée générale, du Conseil de tutelle et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

39. Le Conseil de tutelle a examiné le rapport à sa 1350ème séance. A l'issue du débat sur cette question, le Conseil de tutelle a décidé de prendre acte du rapport du Secrétaire général.

DEUXIEME PARTIE

SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

CHAPITRE PREMIER

NOUVELLE-GUINEE

[Cette partie contiendra le chapitre concernant la situation en Nouvelle-Guinée tel qu'il sera définitivement adopté par le Conseil de tutelle à sa trente-sixième session.]
